



Réforme de la fonction publique 2024 : la combattre dès maintenant !

Après les lois travail 1 et 2, la Loi de transformation de la fonction publique, la réforme des retraites, les réformes de l'assurance chômage, c'est maintenant au tour du service public et des agentes et agents qui le font vivre d'être les cibles.

Le futur projet de loi de Stanislas Guérini vise clairement à mettre fin au statut des fonctionnaires. En s'attaquant aux droits et garanties des agentes et agents publics, c'est le service public rendu aux habitantes et habitants qui est également visé : notre bien commun à toutes et à tous. C'est le monde du travail qui est attaqué et ses travailleurs et travailleuses du public comme du privé.

En prétendant réformer « pour l'efficacité de la fonction publique », ce gouvernement poursuit les politiques libérales en baissant toujours plus les moyens. Réduisant ainsi encore plus l'action du service public,

Son projet est clair ! À travers la rémunération au mérite, l'individualisation des carrières, la suppression des catégories ou encore son obsession de faciliter le licenciement pour insuffisance professionnelle : c'est la destruction de tout cadre collectif et d'égalité entre les agent-es de la fonction publique qui est recherché. C'est aussi la baisse générale de la qualité du service public pour toutes et tous et particulièrement pour les plus précaires d'entre nous. Le projet gouvernemental fait voler en éclats les principes fondateurs du statut de la fonction publique (neutralité, indépendance...) garants de services publics au service de l'intérêt général. Macron et son gouvernement à travers cette nouvelle réforme veulent accélérer la casse et la marchandisation des services publics ou de ce qu'il en reste !

Ce projet ne sort pas de nulle part : il fait partie intégrante de la politique libérale d'un président au service des intérêts du capitalisme contre l'ensemble des droits des usagères et usagers des services publics et de ceux des travailleurs et travailleuses du privé comme du public !

Cette réforme doit être combattue toutes et tous ensemble ! Pour cela, l'Union syndicale Solidaires, mettra en place une campagne nationale.

Cette campagne sera à visée des fonctionnaires et de tous et toutes les agent-es de la fonction publique, elle réaffirmera la nécessité et les fondements des statuts d'une part, et à visée des usagers et usagères sur la nécessité du service public d'autre part.

L'Union syndicale Solidaires appellera à l'unité d'action syndicale la plus large et agira pour construire la mobilisation nécessaire et légitime pour défendre le service public acteur de la cohésion sociale, de la protection de l'environnement et fondement de notre modèle social !

Le service public n'est pas une marchandise, il est la richesse de celles et ceux qui n'ont rien. Sa défense est donc un enjeu social majeur. Aussi il doit être renforcé, réhumanisé. Cela passe entre autres par :

- la défense du statut de la Fonction publique
- l'augmentation des salaires
- l'amélioration des conditions de travail
- des recrutements à la hauteur des besoins.